



HAL
open science

Compétition électorale et politisation du territoire : les élections municipales de 2014 dans une petite ville de Bourgogne

Jean-Louis Briquet, Guillaume Letourneur, Pierre Rouxel, Marie Vannetzel

► **To cite this version:**

Jean-Louis Briquet, Guillaume Letourneur, Pierre Rouxel, Marie Vannetzel. Compétition électorale et politisation du territoire : les élections municipales de 2014 dans une petite ville de Bourgogne. Lévêque, Sandrine; Taiclet, Anne-France. A la conquête des villes. Sociologie des élections municipales de 2014, Presses universitaires du Septentrion, pp.147-179, 2018, 10.4000/books.septentrion.21491 . hal-03084324

HAL Id: hal-03084324

<https://hal.science/hal-03084324>

Submitted on 5 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 6. Compétition électorale et politisation du territoire : les élections municipales de 2014 dans une petite ville de Bourgogne

Jean-Louis Briquet
Guillaume Letourneur
Pierre Rouxel
Marie Vannetzel

Les travaux sur la politique dans les espaces ruraux ou dans les petites aires urbaines à l'intérieur de ces espaces ont fréquemment souligné les « emboîtements » qui s'y manifestent entre les scènes politiques et les scènes sociales, les manières dont les clivages et les enjeux sociaux traversant le territoire affectent la compétition électorale et, plus généralement, les activités des acteurs politiques locaux (Barone, Troupel, 2010 ; Bruneau, Renahy, 2012 ; Girard, 2008 ; Mischi, 2013). Le présent chapitre examine de tels emboîtements dans la formation des listes de candidats lors des élections municipales de 2014 dans une petite ville de Bourgogne, Torsy¹. Il s'agit de montrer que le recrutement des membres de ces listes, les réseaux et milieux sociaux auxquels ils appartiennent, les types de liens qu'ils entretiennent avec les différentes fractions de la population, se modèlent sur des clivages sociaux à l'intérieur de la commune ainsi que sur des différenciations spatiales du territoire qui les recourent. La transposition sur la scène politique de ces clivages sociaux et de ces différenciations spatiales n'est cependant pas immédiate. Elle dépend de l'histoire de l'implantation des différents groupements politiques locaux et des modalités de leur ancrage social et territorial. Elle résulte ainsi des dynamiques passées et présentes de la mobilisation électorale, qui contribuent à traduire et à reformuler dans la compétition politique les contrastes et les fractures de la société locale.

Dans le cas de Torsy, la victoire aux élections municipales de 2008 d'une liste d'union de la gauche (qui écarte le maire sortant élu depuis 1977 et longtemps député gaulliste de la circonscription) suivie de sa confirmation aux commandes de la commune à celles de 2014, installe au pouvoir local des individus aux caractéristiques sensiblement dissemblables de celles de leurs opposants, en ce qui concerne leurs milieux sociaux et professionnels d'appartenance, leurs trajectoires d'implication dans la vie politique ainsi que les liens tissés avec certaines fractions de la population. Nous étudions ces dissemblances dans un premier temps du texte

¹Les noms des lieux et des personnes sont des pseudonymes. Le chapitre est issu d'une enquête collective en cours sur les articulations entre les modifications de la structure sociale, le redéploiement des activités de l'Etat et les transformations politiques dans la ville de Torsy. Il se base sur 38 entretiens réalisés avec des acteurs de la vie publique locale (élus, candidats, responsables administratifs et associatifs, etc.) entre février 2014 et l'été 2015 ainsi que sur des données électorales provenant des archives municipales, de la documentation qui nous a été fournie par certains enquêtés et de la presse locale. Outre les auteurs de ce chapitre, Michaël Barbut, à l'époque doctorant en science politique à l'université Paris 1, a participé à l'enquête. Nous le remercions de l'aide apportée à cette occasion.

consacré à la formation des listes de candidats, à ce qu'elles nous apprennent des milieux dans lesquels se recrutent préférentiellement leurs membres et, de la sorte, des groupes qu'ils cherchent en priorité à mobiliser. Dans un second temps, nous revenons plus en détail sur l'entreprise de mobilisation de la gauche municipale à Torsy et sur l'histoire des réseaux relationnels, associatifs et partisans dont elle est l'émanation. L'analyse permet ici de comprendre les formes de politisation du territoire qu'opère cette gauche municipale, qui propose des représentations de l'espace urbain et de ses enjeux nettement distinctes de celles mises en avant par ses concurrents. Nous décrivons ainsi dans un dernier temps comment la nouvelle équipe dirigeante de la commune associe la valorisation de la proximité aux catégories populaires et son enracinement dans le quartier d'habitat social de la ville à un projet de modernisation à la fois économique et démocratique. Elle s'appuie pour cela sur des nouveaux dispositifs de l'action publique locale comme la politique de la ville ou les restructurations urbaines encouragées par des programmes de « redynamisation » du territoire et de soutien à l'emploi engagés par les pouvoirs publics – des dispositifs que cette équipe oriente et commande depuis qu'elle contrôle les institutions du pouvoir municipal et intercommunal.

La fabrique socio-politique des listes de candidats

Les conditions de l'éligibilité

Envisagées de manière générale, les propriétés permettant d'accéder à une position d'éligible² lors des élections municipales de 2014 à Torsy sont relativement similaires dans le cas de la principale liste de la droite parlementaire (« Torsy 2014 ») dirigée par un membre de l'UMP, André Fournier, et dans celui de la liste conduite par Louis Bonin (« Torsy, continuons ensemble »), maire sortant sans étiquette mais se revendiquant très clairement de la gauche. De façon très classique, comme l'ont mis en lumière les travaux sur les modes de constitution des listes électorales (Garraud, 1989 ; Lagroye, Lehingue, Sawicki, 2005) et sur les répertoires de rôle des élus locaux (Briquet, 1994 ; Le Bart, Lefebvre, 2005) : les ressources liées à l'ancrage local, celles que fournit la participation active à la vie publique, celles qui découlent de la capacité à faire valoir des compétences spécifiques (en particulier dans le domaine de la gestion administrative et du développement local) et dans certains cas aussi celles que procure l'appui d'un appareil partisan régional ou national, sont des ressources capitales pour prétendre accéder à la scène politique municipale.

Les responsables des deux listes principales détiennent un important capital relationnel fondé sur des multiples liens créés par leur appartenance locale, leurs engagements associatifs ou syndicaux, leurs activités professionnelles et leur insertion dans des réseaux de sociabilité et d'interconnaissance établis sur le territoire – c'est-à-dire un important « capital d'autochtonie » (Retière, 2003 ; Renahy, 2010). Bien que ne s'étant installé à Torsy qu'en 1970, à l'âge de 16 ans, suite au déménagement dans la commune de l'usine de retraitement du cacao possédée par sa famille, Louis Bonin s'y enracine rapidement à travers d'abord la pratique sportive puis le militantisme actif au sein de l'association « La Biscuiterie », le nom d'un quartier d'habitat social situé à l'est de la ville, où il développe, avec d'autres camarades politisés à gauche, des activités culturelles (ciné-club, animations musicales) et politiques (groupement de défense des immigrés, éducation populaire). Il participe ensuite à la création d'une radio libre installée dans la commune voisine, au sein de laquelle il effectue à partir de 1981 l'essentiel de sa carrière professionnelle en tant qu'animateur et directeur d'antenne – une carrière qu'il présente lui-même à la fois comme le prolongement de son engagement militant, un apprentissage du goût de la vie publique et une opportunité pour renforcer les liens avec les populations et le milieu politique local. Présent à partir de 1977 sur les listes d'union de la gauche à chaque scrutin, tête de liste à partir de 2001

²Sur les conditions d'éligibilité, entendues comme les propriétés socialement requises pour accéder au statut d'élu (notoriété, ancrage, liens familiaux et relationnels), cf. Abélès, 1989, notamment p. 28-33.

avant de gagner la mairie en 2008 puis de la conserver en 2014, il peut compter sur le soutien de dirigeants locaux du Parti socialiste notamment, dont il est proche de dirigeants « historiques » qui l'ont encouragé à entrer dans la vie politique et l'ont appuyé dans la suite de sa carrière³. L'implantation locale et l'engagement collectif sont de la même manière des qualités mises en avant par André Fournier pour présenter sa candidature – bien plus que son appartenance à l'UMP, qui n'est pas mentionnée dans les documents publics de sa campagne et dont il minimise la portée lors des entretiens⁴. Né à Paris en 1940, il passe son enfance dans une commune proche de Torsy, ville dans laquelle il effectue ses études secondaires. Après dix ans de carrière militaire en tant qu'officier et une formation en droit à Nancy, il s'installe en 1971 à Torsy comme agent d'assurance tout en s'impliquant dans la vie associative. La courte biographie qui accompagne la brochure de présentation de sa liste en 2014 insiste sur ces différentes marques de l'ancrage et du dévouement :

« Qui est André Fournier ? André Fournier est marié et père de 6 enfants. Originaire [d'une ville voisine], il a fait ses études à Torsy, à Paris (C.N.A.M.) et à la Faculté de droit de Nancy. Officier de 1961 à 1971, où il fut envoyé en Algérie et en Allemagne, puis [au régiment en garnison] à Torsy. De 1971 à 2011, il a exercé à Torsy, en tant qu'agent général d'Assurance. En même temps, il était juge au Tribunal de Commerce [...]. André Fournier a toujours été très actif dans la chose publique : Maire-adjoint [d'une petite commune voisine] de 1977 à 1983 [...], Conseiller municipal d'opposition à Torsy de 03/2008 à 07/2009, membre de la commission des finances et de celle du tourisme durant cette même période, administrateur de [l'organisme bailleur social de la commune] [...]. André Fournier connaît très bien le maillage associatif et économique. Il a en effet été Président (bénévole) d'une Société d'immobilier à caractère social [...], Président-Fondateur du Foyer Rural [de la commune où il réside], Président des A.V.F. (Accueil des Villes Françaises), Délégué Général Adjoint du Souvenir Français pour l'Yonne depuis 2010, après avoir été Vice-Président du Comité de Torsy depuis 1996. »

La part relative des différentes ressources de l'éligibilité varie selon les candidats, mais la plupart d'entre eux combinent plusieurs d'entre elles. Surtout, les responsables de la constitution des listes veillent à en assurer la diversité collective en faisant appel à des individus aux profils complémentaires. Ainsi, comme nous le verrons plus en détail dans la suite du texte, la liste de gauche allie-t-elle un noyau d'acteurs associatifs bien implantés depuis les années 1970 dans le quartier de La Biscuiterie et dans les milieux d'animation socio-culturelle de la ville, des syndicalistes de la fonction publique et du monde hospitalier, des professionnels de l'action socio-éducative, un groupe plus jeune et structuré de militants du Parti socialiste (donc quelques-uns devenus des « semi-professionnels » de la politique à la faveur des mandats acquis à la municipalité et au-delà [Vignon, 2010]) et des habitants plus récemment installés issus des métiers de l'encadrement aux profils plus « experts ».

De son côté, la liste de la droite parlementaire réunit également des personnes engagées dans l'associationnisme local (dans des univers cependant distincts de ceux où agissent les membres de la liste concurrente, qu'il s'agisse de la paroisse et de l'enseignement catholique, d'associations patriotiques ou de groupes d'entraide et de loisirs), des représentants des milieux professionnels de la ville (en particulier des chefs d'entreprise), des membres actifs de l'UMP et plus généralement des individus liés à la tête de liste ou à d'autres personnalités centrales de cette liste

³Entretiens avec Louis Bonin, 6 mars et 26 novembre 2015. Cf. également un ouvrage d'entretiens avec le journaliste Alain Vincent, *Louis Bonin. Homme de radio*, Clamecy, Nouvelle Imprimerie Laballery, 2015.

⁴Entretiens avec André Fournier, 5 et 27 mars 2015. Il déclare lors d'un de ses entretiens : « Je suis encarté et je l'assume, mais je ne prends mes ordres de personne. Je ne vais pas aux réunions et je ne sais même pas où est le siège de l'UMP ».

par des liens construits moins sur les expériences militantes communes (comme c'est le cas pour la liste de gauche) que sur des coopérations professionnelles ou des proximités sociales. Ainsi que l'explique dans un entretien le directeur de campagne d'André Fournier, ce dernier a constitué sa liste en mobilisant avant tout ses propres relations personnelles et celles de quelques « colistiers influents » :

« [André Fournier] est un homme très connu à Torsy. C'est un homme avenant, ouvert. Spontanément, il établit la relation. Il s'est beaucoup occupé dans les milieux associatifs : les problèmes liés au logement, des questions immobilières, mais aussi le Souvenir français, qui est très important dans une ville comme Torsy où les militaires ont beaucoup compté... Il est proche aussi de la paroisse et il y a pas mal de gens de la liste qui viennent de là, surtout des femmes [...]. Il a aussi un attrait je dirais professionnel : il a été l'assureur de plein de commerçants ici à Torsy ; il avait aussi pas mal de liaisons avec les politiques quand il était à [la société de logement social qu'il a présidée entre 2008 et 2013] [...]. La liste, ça a été une démarche assez personnelle. C'est surtout son excellente connaissance du terrain qui lui a permis... à la fois que les gens le rejoignent par son côté sympathique, ouvert, représentatif et qu'on touche le plus possible les gens, parce qu'on avait une bonne répartition... On avait avec nous des gens qui pouvaient quadriller la ville, aller démarcher les personnes. On avait des relais. »⁵

À ce noyau de candidats, se sont ajoutés un groupe constitué à l'initiative d'un chef d'entreprise candidat malheureux à la tête de la liste de droite lors d'élections primaires et intégré ensuite à celle-ci, ainsi qu'un autre plus réduit formé autour du responsable cantonal de l'UMP et plus directement lié à ce parti.

Il s'agit donc pour les responsables de la formation des listes de puiser dans le vivier des éligibles en vue de convertir les ressources sociales et réputationnelles de ces derniers en soutien électoral. Il s'agit également pour eux de s'adapter aux contraintes, formelles ou non formelles, que créent les injonctions à la représentativité (professionnelle, géographique, de genre, d'appartenance ethnique) ou au renouveau (ouverture à la société civile, renouvellement des candidats). Dans ce cas encore, les deux listes en présence ont géré de manière similaire de telles contraintes, en cherchant à diversifier leur offre de candidature en direction de milieux associatifs relativement autonomes des milieux politiques et partisans (organisations caritatives par exemple) et de personnes en marge des réseaux d'interconnaissance fondés sur l'ancrage local (en particulier des jeunes retraités des classes moyennes supérieures récemment installés dans la commune) et choisis en raison des compétences acquises dans leur expérience professionnelle⁶.

Réseaux politiques, milieux sociaux et espace urbain

Si les critères généraux de l'accès à l'éligibilité et les effets des contraintes de représentativité se rapprochent pour les deux listes les plus importantes, la mise en œuvre de ces critères et les modes d'ajustement à ces contraintes diffèrent en fonction des groupes qui sont leurs principaux soutiens et des réseaux de relations et d'interdépendance que leurs membres ont tissés dans la société locale (Sawicki, 1994). Les milieux sociaux sur lesquels chacune des listes en compétition s'appuie prioritairement et dans lesquels elles recrutent leurs candidats⁷ se distinguent

⁵Entretien, 2 juin 2014.

⁶Selon des logiques proches de celles observées lors de l'application de la loi sur la parité et analysées par Catherine Achin, Marion Paoletti (2002).

⁷Ce point a particulièrement été mis en valeur par Jacques Lagroye (1973), qui insiste pour étudier le leadership de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux dans les années 1960 sur le « partage des valeurs » et la « concordance des idéologies » dans la construction d'un lieu durable entre un élu et les « milieux sociaux » qui le soutiennent,

sensiblement dans le cas de la liste Bonin et dans celui de la liste Fournier, comme l'analyse de la répartition par catégories socioprofessionnelles de leurs membres en offre un aperçu.

Tableau 1. Répartition des membres des deux principales listes aux élections municipales de 2014 à Torsy par catégories socioprofessionnelles.

	Liste Fournier (droite)	Liste Bonin (gauche)
Agriculteurs	1	0
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3	0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5	4
Professions intermédiaires <i>dont enseignement, santé, fonction publique</i>	6 2	13 9
Employés	4	3
Ouvriers	1	3
Retraités <i>dont anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise</i> <i>dont anciens cadres supérieurs et prof. Intermédiaires</i> <i>dont anciens employés et ouvriers</i>	10 4 4 2	8 0 7 1
Inactifs, étudiants <i>dont étudiants</i>	3 1	2 2

À l'instar de la situation de villes de dimension comparable – et plus généralement de celle de la quasi-totalité des communes françaises de quelque importance (Koebel, 2006 ; Koebel, 2010) – les candidats au conseil municipal de Torsy appartiennent majoritairement aux catégories intermédiaires et supérieures de l'espace social. Celles-ci, si on y intègre les commerçants et chefs d'entreprise et si on prend en compte les retraités, forment autour des deux tiers des membres de la liste Fournier et de ceux de la liste Bonin. Les employés et les ouvriers y sont à l'inverse faiblement représentés, avec sept candidats dans les deux cas, soit moins d'un quart du total.

Des différences se notent cependant entre ces deux listes. La première compte sept petits patrons indépendants du commerce et de l'industrie actifs ou retraités, mais la seconde aucun. Cette dernière rassemble un nombre nettement plus élevé que la liste concurrente de professions des secteurs publics ou parapublics de l'éducation, de la santé et du social : quatre enseignants, six personnels des secteurs médicaux, cinq de ceux du travail social et de la formation professionnelle (contre respectivement un seul, deux et aucun dans la liste adverse). À l'inverse, les salariés du privé dominant parmi les candidats de la principale liste de droite, avec onze cadres et techniciens du privé, dont six travaillant ou ayant travaillé dans les domaines commerciaux et deux dans ceux de la banque et des assurances. Se distinguent ainsi des espaces sociaux de recrutement des candidats caractérisés par une forte présence, pour celui de la droite, du secteur privé et des professions indépendantes et, pour celui de la gauche, des métiers du public et des secteurs socio-éducatifs. Cette dualité recoupe celle des réseaux de sociabilité et des « supports d'engagements » (Girard, 2014) à partir desquels se forment les listes municipales. Comme l'indiquent les éléments déjà exposés sur la composition de ces listes et comme le confirment plusieurs entretiens, les univers du travail social et de l'action culturelle mais aussi les réseaux de camaraderie forgés à travers les engagements associatifs et militants où agissent préférentiellement les membres de la liste Bonin apparaissent relativement séparés des cercles sociaux où se recrutent ceux de la liste Fournier, constitués principalement autour des entourages d'une fraction du petit patronat local et des professions de services.

Les différences sont également notables en ce qui concerne les lieux de résidence des candidats. Si l'exigence de représentativité territoriale s'impose aux deux listes, elles n'y répondent que partiellement et de manière dissemblable.

Tableau 2. Lieux de résidence (bureaux de vote) des membres des listes Bonin et Fournier aux élections municipales de 2014 à Torsy.

	Liste Bonin (gauche)	Liste Fournier (droite)
1. Mairie	7	7
2. Quartier de la Gare	2	10
3. La Biscuiterie	2	0
4. Conservatoire	8	2
5. Les Faubourgs	4	7
6. Jean Bart	9	3
7. Les Prés	1	4

Dix-sept des membres de la liste de la droite, soit la moitié d'entre eux, habitent le quartier de la Gare, situé sur la rive gauche du fleuve qui traverse la ville, et la zone d'extension pavillonnaire des Faubourgs à l'ouest de Torsy, deux secteurs où se concentrent les cadres et les couches intermédiaires et où les revenus sont supérieurs à ceux du reste de la commune. Ils ne sont en revanche que sept à résider dans l'un des trois bureaux de vote du secteur Est, où l'habitat social collectif de La Biscuiterie côtoie les zones pavillonnaires plus récentes de Jean-Bart et des Prés et où prédominent les catégories populaires⁸. S'ils sont nombreux à habiter dans les quartiers de la Mairie et du Conservatoire qui forment le centre-ville historique (quinze candidats contre neuf chez leurs adversaires), les colistiers de Louis Bonin sont toutefois plus présents que leurs concurrents dans l'Est populaire, avec notamment neuf candidats provenant du bureau de vote Jean Bart (mais seulement deux de celui de La Biscuiterie), plus faiblement représentés dans les faubourgs aisés de l'Ouest et presque absents du quartier de la Gare (avec seulement deux candidats).

Les espaces socio-territoriaux dans lesquels puisent en priorité les listes municipales correspondent au moins en partie à ceux de leur implantation électorale. Un clivage se manifeste ainsi entre les quartiers relativement aisés des Faubourgs de l'Ouest et de la Gare d'où proviennent une grande partie des candidats de la liste Fournier et où celle-ci obtient des scores significativement plus élevés que sa moyenne urbaine, et les quartiers plus populaires de l'Est, à la fois lieux d'habitation de douze des candidats de la gauche et, pour deux des trois bureaux de vote concernés, des « bastions » électoraux de cette dernière.

Tableau 3. Résultats des deux principales listes au deuxième tour des élections municipales de 2014 à Torsy, par bureau de vote⁹.

	Inscrits	Votants (% des inscrits)	Liste Bonin (gauche) (% des suffrages exprimés)	Liste Fournier (droite) (% des suffrages exprimés)
Mairie	1077	673 (62,5 %)	312 (47,4 %)	304 (46,2 %)
Quartier de la Gare	1034	637 (61,6 %)	265 (43,1 %)	294 (47,8 %)
La Biscuiterie	763	424 (55,6 %)	271 (65,9 %)	105 (25,6 %)
Conservatoire	757	435 (57,5 %)	220 (52 %)	176 (41,6 %)
Les Faubourgs	772	494 (64 %)	196 (41,3 %)	241 (50,7 %)
Jean Bart	1039	608 (58,5 %)	287 (48,7 %)	264 (44,8 %)

⁸Pour plus de précisions, voir l'encadré « Espace urbain et différenciations sociales à Torsy ».

⁹La présence d'une liste Front national au deuxième tour, qui recueille 296 voix et 8,2 % des suffrages, explique que les totaux des pourcentages sont inférieurs à cent. Les cartes de l'encadré « Résultats électoraux et lieux de résidences des candidats lors du second tour des élections municipales de 2014 à Torsy » permettent de mieux visualiser les résultats de ce tableau et de celui qui précède.

Les Près	805	460 (57,1 %)	248 (55,1 %)	142 (31,6 %)
Ensemble de la commune	6247	3731 (59,7 %)	1799 (49,7 %)	1526 (42,1 %)

Dans le quartier des Faubourgs et celui de la Gare, la liste soutenue par l'UMP d'André Fournier obtient respectivement plus de 50 % et 48 % des suffrages exprimés – soit des scores de huit et six points supérieurs à la moyenne municipale – alors que celle d'union de la gauche dirigée par le maire sortant Louis Bonin n'y rassemble que 43 % et 41 % des voix. À l'inverse, dans les deux bureaux de vote qui correspondent approximativement au quartier de La Biscuiterie (La Biscuiterie même et les Près), ce sont seulement 27 % des votants qui portent leurs choix sur la liste d'André Fournier mais 58 % d'entre eux (et jusqu'à 66 % dans le bureau de La Biscuiterie, au cœur des tours d'habitat social du quartier) sur celle de Louis Bonin. Les écarts sont moins marqués dans les bureaux de vote du centre-ville et dans celui de l'extrême est de la ville – dans lequel résident pourtant neuf des trente-trois candidats de la liste Bonin.

De tels clivages traduisent les inégalités socioéconomiques internes à la ville, en particulier l'opposition entre des quartiers d'habitation populaire au vote majoritairement orienté à gauche et des zones pavillonnaires plus aisées où la liste de droite obtient ses meilleurs scores¹⁰. Ils sont également le produit des mobilisations de proximité et des « dispositifs de facilitation électorale » qu'elles permettent d'activer (Braconnier, 2010) c'est-à-dire pour une large part des structures d'encadrement et d'enrôlement des populations associées aux entreprises politiques locales. La gauche municipale s'est appuyée, pour promouvoir plusieurs de ses leaders et renforcer son ancrage local, sur certaines de ces structures, notamment les associations les plus actives dans le quartier de La Biscuiterie et, plus généralement, dans les activités sociales et éducatives en direction des catégories populaires. Le renouvellement du personnel politique a ainsi conduit à placer la question du territoire au centre de l'action et des luttes politiques locales, tout à la fois en tant qu'enjeu de la mobilisation électorale, moyen de différenciation politique et idéologique entre les forces politiques concurrentes et objet des politiques publiques de « redynamisation » de la commune.

La gauche municipale à Torsy : engagements associatifs et encadrements partisans

L'ancrage électoral de la liste Bonin dans les quartiers de l'Est populaire de la ville, et en particulier dans celui de La Biscuiterie, est moins un effet de la proximité résidentielle ou sociale de ses membres et des habitants de ces quartiers qu'un produit de la manière dont s'est formé le « milieu partisan » (Sawicki, 1997 ; Sawicki, 2001) de la gauche à Torsy. Comme nous l'avons vu, très peu de ses candidats résident dans les zones d'habitat social collectif et la part des ouvriers et employés, qui constituent la très grande majorité des habitants de ces zones, y est relativement faible. Les profils résidentiels et socioprofessionnels des candidats de la gauche municipale reflètent moins les caractéristiques sociales des quartiers populaires qu'ils ne correspondent à des fonctions d'encadrement de leurs habitants (engagement associatif, travail social, activités scolaires et éducatives). Cette situation se traduit du reste en termes spatiaux, au moins partiellement, puisque de nombreux colistiers de Louis Bonin résident dans le quartier pavillonnaire limitrophe aux ensembles d'habitat social – ce qui implique autant des rapports de proximité que de distinction sociale. Elle résulte en grande partie de la rencontre entre les milieux de l'engagement associatif et ceux de l'encadrement des organisations partisans qui a donné à la gauche de Torsy son visage actuel.

¹⁰La question classique de liens entre positions sociales et pratiques électorales a été récemment revisitée à partir de l'étude des contextes localisés, par exemple par Jacques Rivière (2008) ou Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat et Yasmine Siblot (2008) dans le chapitre consacré à la « droitisation des pavillonnaires ».

Fréquentations militantes et engagements politiques : l'association « La Biscuiterie »

C'est en 2001 que Louis Bonin prend pour la première fois la tête de la liste d'opposition aux élections municipales. Il n'en est pas, tant s'en faut, à sa première campagne puisqu'il s'est continuellement présenté contre le maire en place depuis l'élection de ce dernier en 1977. C'est donc un membre connu et reconnu de la gauche locale qui s'engage aux côtés de personnalité « historiques » des partis socialiste (un instituteur ancien résistant et Paul Beaumont, un professeur de collège secrétaire de la section locale du PS) et communiste (dont un dirigeant départemental du PC, cadre intermédiaire à EDF-GDF et responsable CGT) ainsi que de militants associatifs et syndicaux¹¹. Engagé aux côtés de personnalité « historiques » des partis socialiste (un instituteur célèbre pour son passé d'ancien résistant, et Paul Beaumont, un professeur de collège secrétaire de la section locale du PS) et communiste (dont un dirigeant départemental du PC, cadre intermédiaire à EDF-GDF et responsable CGT) ainsi que de militants associatifs et syndicaux¹², Louis Bonin est une figure connue et reconnue de la gauche locale. Sans affiliation partisane – il rappelle volontiers qu'il n'a jamais été « encarté » – la principale de ses ressources pour briguer un poste électif est l'appartenance à un cercle de sociabilité qui se met en place autour de l'association « La Biscuiterie », dont il est le cofondateur en 1978 avec l'un de ses proches, Bernard Meunier, qui aura une place essentielle au sein du milieu associatif de Torsy (en tant que président de cette même association et responsable du centre de loisirs qui lui est associé) sans cependant s'impliquer dans l'arène électorale. À sa fondation, l'association est destinée, selon les termes de Louis Bonin, à « créer du lien social et à donner la parole aux habitants » dans un quartier en pleine transformation. Elle marque fortement l'histoire locale en organisant, durant plus de dix ans, de grandes fêtes populaires, dans un esprit que Louis Bonin qualifie volontiers de « Woodstock », concerts de rock à l'appui, et avec l'ambition affichée de mobiliser « des gens de tous les horizons et de tous les âges », dont les populations immigrées nouvellement arrivées (« On avait fait des tracts en trois langues : français, arabe, portugais » confie-t-il des décennies plus tard).

Au-delà de leur impact symbolique – on imagine facilement l'effet de ce pavé « soixante-huitard »¹³ dans un monde que les témoins de l'époque décrivent comme très conservateur – les fêtes de « La Biscuiterie » ont aussi été le lieu de rencontres, de création de relations d'amitié et de camaraderie qui ont été de puissants supports d'engagement dans la vie politique locale. L'appartenance associative a agi comme instrument de socialisation et d'apprentissage des activités publiques, de mise en relations avec des organisations et des groupes collectifs organisés mais aussi de constitutions de fidélités, de solidarités et d'obligations réciproques entre les membres de « La Biscuiterie »¹⁴. Plusieurs de ceux-ci sont ainsi candidats sur les listes d'opposition dès les années 1980 et certains feront partie de l'équipe municipale à partir de 2008. Le groupe comprend notamment l'épouse de Bernard Meunier, Francine, infirmière et responsable syndicale CFDT à l'hôpital de Torsy, qui sera adjointe aux affaires scolaires

¹¹Les informations proviennent dans cette partie des entretiens complétés par des données issues du matériel électoral (listes des candidats, brochures de campagne) recueilli lors de l'enquête.

¹²Les informations proviennent dans cette partie des entretiens complétés par des données issues du matériel électoral (listes des candidats, brochures de campagne) recueilli lors de l'enquête.

¹³Comme le raconte dans un entretien l'une des membres actives de l'association, infirmière, responsable syndicale et conseillère municipale entre 2008 et 2014 : « Je me souviens d'une année où Louis Bonin demandait une maison de la culture, et [le maire gaulliste de l'époque] répondait : "La culture de quoi ? Du cannabis !" Voilà on était les vilains petits canards. On représentait Mai 68 ».

¹⁴Selon des processus « d'enrôlement » mis par exemple en lumière dans le cas du syndicalisme par Bruno Duriez et Frédéric Sawicki (2003).

entre 2009 et 2014 ; Jacques Cousin, un ouvrier mécanicien à l'époque délégué CGT de son usine, qui sera permanent départemental du PS dans les années 1990, dirigera la liste de l'opposition aux élections municipales de 1995 avant de devenir adjoint à la population quand l'équipe Bonin accédera à la mairie ; Bertrand Colin, un technicien en génie civil, membre de l'association à partir de 1978, très actif dans les dossiers techniques de l'aménagement de la ville et adjoint à l'urbanisme lors de la première mandature Bonin ; un surveillant du lycée de la ville, qui quittera celle-ci pour poursuivre une carrière d'enseignant et qui, fils d'immigrés espagnols converti à l'islam, crée en 1980 avec Louis Bonin et Jacques Cousin une seconde association appelée « France-Immigrés », qui organisera notamment des fêtes pour l'Aïd el-Kebir. Si le souvenir de ces événements nourrit aujourd'hui les accusations formulées par la droite et l'extrême-droite contre le prétendu favoritisme pro-immigré de Bonin, ils ont marqué la mémoire locale des habitants d'origine maghrébine de La Biscuiterie, en fait visés par les discours de stigmatisation du quartier qui émergent dès les années 1970. Salah Hajji, un ouvrier chaudronnier impliqué dans le club de basket local, qui deviendra adjoint aux sports en 2008 et en 2014, raconte de la sorte son rapprochement avec le « groupe Bonin », alors qu'il était adolescent :

« Ma famille est arrivée d'Algérie en 1968, j'avais 6 ans, on était la première famille de Maghrébins installés dans le quartier. Il y avait surtout des ouvriers, des instits, des gendarmes, des Français, j'allais à l'école avec des "Pierre" et des "Michel". Et puis au fur et à mesure, des familles marocaines sont arrivées [...] [Quand] Louis fonde l'association de La Biscuiterie, j'avais 16 ans et avec les copains, on regardait ce mec ; il était friqué, c'était un patron parce que son père avait une usine, mais il habitait en HLM, à la T6, et il était toujours à La Biscuiterie ; il était de gauche et il voulait faire des trucs pour les gamins qui partaient pas en vacances [...]. À la fin de la première fête qu'ils ont fait, je suis allé les aider à démonter et ranger le matériel, et je lui ai dit : "Si t'as besoin de moi, je veux bien rentrer dans le bénévolat". Et c'est comme ça que tous les ans je faisais partie de la fête de l'association de La Biscuiterie [...] Une fois que [l'association] ça avait cartonné, on s'est dit : "Pourquoi on ferait pas une fête pour l'Aïd ?" On a fait une petite assoc' [...] C'était la première fois. Une fête comme ça, normalement ça se fait en famille. Mais moi je disais : "Non, il faut ouvrir". Et pendant deux ans, on a cartonné. J'avais eu un super article dans le journal du département. J'étais fier : mon nom était cité, il y avait même des Français qui étaient venus de Sens pour voir ça... »

La sociabilité associative permet ainsi de rallier à l'action militante des habitants de La Biscuiterie destinés à y jouer un rôle de leader ainsi que de relais d'abord avec l'opposition puis avec les autorités municipales. Elle contribue aussi à souder les liens au sein de la gauche en connectant les réseaux associatifs, syndicaux et partisans. Le secrétaire de la section PS Paul Beaumont et son épouse – qui, jeunes enseignants nouvellement nommés, s'installèrent à La Biscuiterie en 1966 dans le lotissement pavillonnaire édifié à côté des tours d'habitat collectif – relatent ainsi que c'est par leur fils aîné « qui avait monté un groupe de rock avec des gens du coin » qu'ils ont rencontré « Louis et Bernard parce qu'ils cherchaient un groupe pour animer leurs fêtes ». C'est aussi lors de ces fêtes que Jacques Cousin, fraîchement recruté au Parti socialiste, fait la rencontre de Louis Bonin, avec qui il milite dans l'opposition puis collabore dans l'équipe municipale. Les liens de l'interconnaissance et de la proximité interviennent également dans l'insertion de la famille Braud au sein du milieu partisan de la gauche locale. La mère, Colette, aide-soignante et syndicaliste à l'hôpital de la ville aux côtés de Francine Meunier, est présente sur la liste de Louis Bonin en 2001, et le père, Pierre, cuisinier à la cantine du lycée de Torsy, conseiller municipal depuis 2008. La fille, Stéphanie, assistante sociale qui a fait ses études à Dijon et travaille dans la ville voisine, revenue fonder un foyer à Torsy en 2006, s'engage sur la liste de gauche en 2008, en même temps que son mari, Loïc Carrier, professeur d'éducation physique. Tous deux seront à partir de cette date des membres très actifs de l'équipe municipale.

Les enrôlements partisans : le renforcement de la section socialiste

Le réseau qui vient d'être décrit, fait de sociabilités associatives, festives, amicales et familiales, peut être considéré comme « le creuset des candidats pour la liste de gauche ». « Les compagnes et les compagnons des uns et des autres faisaient la liste ; et c'est vrai qu'il y a eu toute une question d'amitiés [...]. Ce qui a fait rencontrer tous ces gens-là, c'était l'association "La Biscuiterie" »¹⁵. Dans la seconde moitié de la décennie 2000, il va s'étoffer et se modifier sous l'effet de la reprise en main du Parti socialiste local par un jeune militant, Sébastien Charvet, qui entamera une carrière presque entièrement dédiée à la politique, en devenant en 2008 l'un des principaux adjoints au maire et le président de la communauté de communes de l'aire de Torsy puis conseiller départemental de l'Yonne en 2015. Né en 1981, Sébastien Charvet est originaire de la région de Torsy où, selon ses propres dires, se situent ses « bases amicales et familiales ». Il fréquente le lycée de la commune avant de faire ses classes préparatoires en banlieue parisienne et d'intégrer une école de commerce dans le nord de la France. Il rejoint au cours de ses études supérieures le Parti socialiste et fait partie de l'entourage de Martine Aubry. Sur les conseils de celle-ci, il poursuit ses études à Sciences Po Paris tout en travaillant au sein d'un groupe spécialisé dans l'économie sociale et solidaire et en s'impliquant activement au Parti socialiste, d'abord comme responsable du Mouvement des jeunes socialistes à Torsy puis secrétaire de la section communale et responsable fédéral de l'Yonne (un poste qu'il occupe de 2009 à 2015). Sébastien Charvet se lie rapidement d'amitié avec Stéphanie Braud et son mari Loïc Carrier. Il les encourage à entrer dans la section du PS, que les parents de Stéphanie ont aussi rejoint depuis peu, puis à se lancer dans la campagne des municipales de 2008. Loïc Carrier, qui avait brièvement goûté à l'action militante lorsqu'il était étudiant en STAPS à Dijon, sans pour autant s'affilier ni à un syndicat ni à un parti, le raconte en ces termes :

« Je rencontre Sébastien au moment de la campagne, on se connaissait pas. On rentre au PS avec Stéphanie à ce moment-là. Ses parents y étaient, et très vite un énorme lien d'amitié se forme avec Sébastien, plein de choses partagées, des vacances, des trucs [...]. Et en plus Stéphanie et Sébastien se connaissaient enfants. Et moi j'accroche très vite avec lui. En 2009 il passe premier fédéral [du PS] et me dit très vite : "Je te propose de prendre la section". Moi les nouveaux projets, les challenges, ça me plaît et puis toute la partie faire du développement, mener des actions, c'est quelque chose qui me botte vraiment dans la vie. »¹⁶

Peu après la victoire de la gauche aux municipales de 2008, alors qu'il est conseiller municipal et adjoint chargé de la citoyenneté, il s'engage dans le syndicat UNSA des enseignants d'éducation physique dont il devient en quelques mois délégué national – ce qui le conduit à abandonner progressivement son activité d'enseignement pour se consacrer exclusivement à ses fonctions politiques et syndicales. Stéphanie Braud, son épouse, adjointe aux affaires sociales lors de la première mandature Bonin et qui sera reconduite dans ces fonctions après sa réélection en 2014, est choisie pour être en quatrième position sur la liste socialiste aux élections régionales de 2010. Éluë, elle sera présidente de la commission de l'aménagement du territoire du conseil régional de Bourgogne et, après sa réélection en 2015, vice-présidente chargée de l'environnement de la région Bourgogne-Franche Comté. Même si elle a à cœur de continuer à exercer son métier d'assistante sociale, elle réduit son temps de travail et « prend à bras-le-corps » ses deux mandats. L'engagement au Parti socialiste permet dans ces cas d'accéder rapidement aux canaux de sélection des éligibles et d'entamer une trajectoire de professionnalisation ou de « semi-professionnalisation » politique. Celle-ci est favorisée par la conquête de la mairie et par l'insertion dans les appareils partisans et politico-électifs régionaux, qui ouvre l'accès à des postes de responsabilités locales, concourt à l'apprentissage des savoir-faire de l'action politique et à

¹⁵Entretien avec Francine Meunier, 26 mars 2015.

¹⁶Entretien avec Loïc Carrier, 6 mars 2015.

l'intériorisation des rôles d'autorité et de décision associés à son exercice. Ce trio accède également à une forme de notabilisation « par transmission », en bénéficiant du soutien de plusieurs anciennes figures du cercle de sociabilité de « La Biscuiterie », qui voient en eux la relève.

La consolidation de l'entreprise de mobilisation de la gauche municipale passe donc par un renforcement de la place de nouveaux militants socialistes dans le milieu partisan local. La formation de la liste dirigée par Louis Bonin pour les élections municipales de 2014 en témoigne. Elle inclut onze candidats affiliés au Parti socialiste ou au Mouvement des jeunes socialistes, contre un seul en 2008. L'évolution coïncide avec le développement de la section locale du Parti socialiste, dirigée à partir de 2009 par Loïc Carrier à la suite de Sébastien Charvet. Alors qu'au début des années 2000 la section avait connu « une chute vertigineuse »¹⁷, l'effectif des adhérents est presque doublé entre 2009 et 2012 pour atteindre une cinquantaine de personnes environ. Plusieurs des nouveaux candidats de la liste Bonin en sont issus, auxquels leurs antécédents professionnels confèrent un profil plus technique et gestionnaire. C'est ainsi par l'intermédiaire du militantisme socialiste que deux ingénieurs jeunes retraités, récemment installés à Torsy, font leur entrée au conseil municipal en 2014. L'un d'eux, ancien cadre dans le domaine de l'informatique, est nommé conseiller municipal délégué aux travaux et aux bâtiments. L'autre, qui a été responsable d'opérations logistiques et de prospection dans une entreprise multinationale de la chimie, est présenté au maire sortant par Sébastien Charvet. Adjoint à l'urbanisme, il ne possède pas de spécialisation technique particulière en la matière mais considère qu'il est à même de « mobiliser ses compétences acquises dans l'univers professionnel » et ses « qualités de gestionnaire » au profit de l'action publique locale.

Le renouvellement des candidats en 2014 : nouveaux réseaux d'engagement et maintien du dualisme municipal

La liste présentée en 2014 par Louis Bonin est notablement renouvelée par rapport à celles qu'il avait dirigées en 2008 puis en 2009 lors des élections municipales partielles organisées suite à l'annulation du précédent scrutin¹⁸. Certes, les sept personnes qui forment le cœur actif des membres de l'équipe municipale sont en 2014 les mêmes qu'en 2008 – s'y est rattachée en 2009 une amie du couple Braud-Carrier, institutrice nouvellement nommée dans une localité limitrophe, qu'ils « embarquent dans l'aventure » – et elles conserveront un poste d'adjoint dans la nouvelle municipalité. Mais seuls quatorze des trente-trois membres de la liste de 2009 se retrouvent sur celle de 2014. Les désistements, suscités par la lassitude vis-à-vis de l'exercice d'un mandat local ou par les conflits et les tensions qui se sont manifestés au cours de la mandature, conduisent Louis Bonin et ses collaborateurs les plus proches à remplacer les partants. Deux logiques président à ce renouvellement : il s'agit d'une part de consolider l'équipe municipale en termes de compétences et de savoir-faire administratifs, techniques et gestionnaires, d'autre part de préserver la diversité des parcours d'engagement des candidats. Ces objectifs se traduisent par le recours à des nouveaux membres extérieurs aux cercles de sociabilité des protagonistes de plus longue date de la gauche locale, à l'instar des deux ingénieurs retraités dont il a été précédemment question ou encore d'une ex-attachée parlementaire qui s'est elle aussi installée à Torsy au moment de sa retraite sans y avoir de liens, mais aussi de femmes issues du monde associatif et jusqu'alors peu impliquées dans les cercles locaux de la politique. Louis

¹⁷Entretien avec les Beaumont, juillet 2015. Couple « historique » de la section, ceux-ci avaient été « mis en minorité » par un conflit interne et avaient décidé de s'investir, jusqu'à l'arrivée de Charvet, dans la section de la commune voisine.

¹⁸Les élections municipales de 2008 ont été annulées suite à un recours du maire sortant battu (une lettre anonyme distribuée la veille du second tour et mettant en cause son honorabilité a été, selon le tribunal administratif, « de nature à déstabiliser un grand nombre d'électeurs »). En septembre 2009, la liste de gauche de nouveau menée par Louis Bonin remporte largement le scrutin partiel au 1^{er} tour, avec 65 % des suffrages exprimés.

Bonin enrôle ainsi dans sa liste une ancienne employée d'une usine de stylobilles qui a fermé ses portes en 2008, en difficulté professionnelle depuis son licenciement. Connaissance du maire, avec qui elle a développé une relation amicale, ses contacts avec l'équipe municipale se raffermissent à l'occasion de la fermeture de l'usine – contre laquelle la municipalité s'est mobilisée sans succès. Bien qu'ayant résidé à La Biscuiterie, quartier où ont été scolarisés ses enfants, elle est restée à distance des milieux associatifs actifs dans le quartier et dont le maire est proche. C'est néanmoins son engagement dans une association humanitaire venant en aide à un village africain qui pousse Louis Bonin à lui proposer la dixième place sur sa liste puis le poste d'adjointe à la culture une fois élue. Si elle revendique une identité de gauche, héritée notamment d'un père qui fut délégué syndical de la CGT, elle se refuse néanmoins à revendiquer une quelconque appartenance partisane.

Un autre exemple proche de ce type de profil est l'actuelle adjointe à la citoyenneté et la démocratie participative. Longtemps vendeuse en magasin dans la région parisienne, installée à Torsy en 2004, elle passe un brevet d'aptitude en animation suite à un licenciement et travaille ensuite dans une maison de retraite. Très investie dans les activités culturelles des résidents, qu'elle accompagne fréquemment aux manifestations organisées par la municipalité, elle rencontre par ce biais Louis Bonin, qui lui demande en 2014 de rejoindre l'équipe municipale.

« Un jour en sortant d'une réunion du [Centre communal d'action sociale], Monsieur Bonin me demande de faire partie de sa liste. Je lui dis [d'abord] non parce que déjà je me sentais pas capable [...] Je ne suis pas politique, je suis pour que la ville bouge, qu'il y ait des choses dans la ville, que ça évolue [...] Il l'a bien compris, c'est pour ça qu'il m'a mis aux associations, à la citoyenneté, aux personnes âgées, ce sont des choses humaines. Bien sûr qu'il y a toujours une politique derrière, c'est normal. Mais je ne mets pas la politique en premier, je mets action dans la ville, ce qui peut être fait pour le bien des gens, pour le bien vivre. [...] On me fait le reproche de pas être assez politique ; ceux qui sont syndiqués c'est normal, mais moi non. C'est-à-dire [...] j'ai des idées, mais elles ne sont pas de droite ni de gauche, ni du milieu. Moi, elles sont humaines. »¹⁹

La mise à distance de la politique partisane tranche ici avec les formes d'engagement valorisées par les membres les plus politisés de la liste Bonin, qu'il s'agisse des militants socialistes ou des acteurs associatifs du secteur socioculturel. Ce dualisme – assez genré – entre profils politisés semi-professionnalisés ou « experts » d'une part, et profils non-partisans et s'affichant comme « humanistes » d'autre part, est la source de tensions importantes²⁰. Il permet cependant au maire de se poser en rassembleur des initiatives en faveur de la collectivité et de garant de la diversité des représentants du territoire et de ses intérêts qui composent sa liste.

La politisation du territoire

Le renouvellement des candidats de la liste Bonin se traduit par une réduction de la place des réseaux denses de sociabilités et d'interconnaissance qui ont structuré le milieu partisan de la gauche à Torsy. Plusieurs des nouveaux entrants dans cette liste, élus en 2014 et pour beaucoup occupant ensuite des positions d'adjoints, ne détiennent pas le capital social local que leur procurent l'ancienneté sur le territoire et les liens durables de relations et qu'ils y ont tissé à travers notamment l'ancienneté résidentielle et l'action militante. L'accès à l'éligibilité procède certes dans leurs cas de dispositions à l'engagement démontrées dans l'activisme partisan ou le dévouement associatif, mais il favorise surtout des profils partiellement dépolitisés ainsi que la mise en avant des compétences acquises dans l'activité professionnelle et susceptibles d'être

¹⁹Entretien, 3 juillet 2015.

²⁰En 2009, deux employées engagées dans la lutte de l'usine de stylobilles étaient déjà présentes sur la liste, mais elles n'ont pas souhaité renouveler leur engagement en 2014. Francine Meunier et Bernard Colin, anciens adjoints et figures du « groupe Bonin », ont également évoqué cette raison pour renoncer au second mandat.

transposées dans le domaine de la politique. Ce sont ainsi des conceptions plus techniques du métier d'élu et des investissements orientés vers l'exercice expert de l'action publique qui sont privilégiés – et que partagent autant les cadres locaux du Parti socialiste engagés dans un parcours de notabilisation par la professionnalisation politique que les nouveaux résidents récemment associés à l'équipe municipale dont les activités publiques combleraient une volonté d'agir que la retraite, le chômage ou le déclassement professionnel empêchent autrement de satisfaire.

Le renouveau des élites politiques locales passe donc à Torsy par la promotion d'individus appartenant aux fractions intermédiaires et supérieures de l'espace social, disposant dans la majorité des cas de ressources scolaires et culturelles conséquentes. Il manifeste, comme dans d'autres cas comparables, une recomposition de l'accès au pouvoir municipal caractérisée par le poids accru des capitaux culturels (détention d'un diplôme, exercice d'une profession supérieure, pratiques distinctives de consommation et de loisirs) et par la monopolisation tendancielle de ce pouvoir au sein de couches moyennes éduquées pour qui l'espace politique municipal devient « un espace d'affirmation commune » et de promotion socioprofessionnelle (Bruneau, Renahy, 2012). À la différence de ce que soulignent Yvan Bruneau et Nicolas Renahy dans leur article consacré aux transformations du personnel municipal dans un canton rural de Bourgogne, ces processus ne se traduisent pas à Torsy par une « mise à distance » des classes populaires. L'évolution sociale de la ville, les modes de structuration des réseaux partisans de la gauche municipale ainsi que les formes que prend l'action publique locale depuis l'arrivée de celle-ci à la mairie en 2008 tendent à placer la « question sociale », les catégories sociales populaires qui lui sont associées et le territoire auquel elle est identifiée (le quartier de La Biscuiterie), au cœur de la campagne de l'équipe sortante pour le scrutin de 2014 et, plus généralement, des conceptions que beaucoup de ses membres mettent en avant de leurs valeurs, des trajectoires et des raisons de leur engagement, des programmes qu'ils comptent poursuivre ou mettre en œuvre.

Lors de cette campagne, la proximité de l'équipe sortante avec les quartiers populaires est couramment réaffirmée. Concentrant les difficultés sociales, présentés comme abandonnés par l'ancien maire et la droite locale, ces quartiers sont mis au centre de l'action municipale, après avoir été au cœur de l'engagement associatif de plusieurs colistiers et du maire actuel. Dans l'allocution de lancement de campagne qu'il prononce le 18 février 2014, Louis Bonin associe les thèmes habituels de ce type de discours (développement économique, animation culturelle, aménagement urbain) aux préoccupations « humanitaires » et sociales qui guident son action et la sollicitude particulière envers « les quartiers périphériques délaissés ». La « Lettre aux habitants de La Biscuiterie », diffusée peu de temps avant le premier tour, précise :

« Nos concurrents [...] ont passé six ans à expliquer au reste de Torsy que “nous en faisons trop pour La Biscuiterie”. Alors que nous n'avons fait que rééquilibrer les investissements entre les quartiers. La droite, à Torsy, continue à présenter La Biscuiterie comme une zone de non-droit, passant son temps à dénigrer le quartier. Ce n'est pas acceptable ! Comme maire, comme président de la [société immobilière gérant l'habitat social], j'ai fait refaire les rues, rénové les immeubles, créé des jeux pour les enfants, des animations [...], j'ai donné de nouveaux moyens aux associations [...]. J'ai travaillé à ce que Torsy puisse profiter de l'aide de l'État et de l'Europe au titre de la “politique de la ville”. Dès le 1^{er} janvier prochain, Torsy disposera de nouveaux moyens financiers pour La Biscuiterie [...]. Grâce à ce dispositif, nous pourrions mettre en place des “emplois francs” [...] [aider à faire] embaucher les demandeurs d'emploi de La Biscuiterie [...]. Ceux qui en ont eu besoin savent qu'ils ont pu compter sur moi [...]. Aujourd'hui, c'est moi qui compte sur vous. »

La Biscuiterie est l'unique quartier à faire l'objet d'un tel courrier spécifique de la part du maire en campagne, qui débute son texte en rappelant : « Il y a 36 ans, je créais l'association La Biscuiterie, ce quartier où j'ai habité et où mes enfants ont été scolarisés. Devenu Maire, j'ai poursuivi mon engagement pour vous, en menant des investissements importants ». La campagne

est l'occasion de réactiver les liens entretenus par le maire et des membres de sa liste avec cet espace et ses habitants, de marquer la position décisive de ce dernier dans l'histoire et l'identité de la gauche locale.

Le quartier de la Biscuiterie fait d'ailleurs l'objet d'un investissement particulier en termes de mobilisation de proximité, comme en témoigne ce mail adressé à Louis Bonin par un de ses adjoints, qui détaille les « stratégies » à adopter lors de la campagne :

« Pour moi, c'est évident, il faut s'assurer de reconquérir notre électorat de base, l'électorat de gauche, il faut souder l'essentiel. C'est-à-dire La Biscuiterie. Et, à la Biscuiterie, la meilleure campagne à mener, c'est ta présence. Aller à la brasserie de temps à autre ne suffira pas. [...] Alors comment on touche les gens ? Par le porte-à-porte. Il faut que tu trouves (avec nous !) l'occasion d'ici l'année prochaine de passer 2 à 3 fois dans chaque cage d'escalier [...]. Il faut que tu y sois (sortie d'écoles, etc...). »

Dans ce domaine, la gauche municipale s'appuie largement sur les traits de caractère que met en avant le maire sortant et que lui reconnaissent nombre de ses proches : sociabilité, ouverture au dialogue, simplicité et proximité avec les gens. Un autre de ses adjoints, Salah Hajji, l'un des deux seuls candidats de la liste à habiter à La Biscuiterie, fils d'immigrés algériens et ouvrier chaudronnier, abonde en ce sens : « Il n'a pas changé, il va au marché, il va au bistrot, il discute avec tout le monde. On est comme vous savez le maire d'un village où il y a dix-quinze habitants, les maires paysans... Quand il sort dehors, il discute pendant des heures... C'est des copains ». Mais la capacité de la gauche à mobiliser l'électorat populaire de La Biscuiterie est surtout le fait de l'implantation ancienne et durable de plusieurs de ses représentants, à travers le travail social et l'animation socio-éducative, par l'intermédiaire du militantisme associatif, auquel se sont articulés depuis la conquête de la mairie en 2008 les dispositifs de l'action publique municipale dans les domaines du social, de la culture, de la jeunesse et de l'éducation. On ne comprendrait pas autrement l'importance des scores que la liste Bonin y réalise en 2008, avec plus de la moitié des votants au second tour, et en 2014, avec 66 % des suffrages exprimés en sa faveur au même tour de scrutin.

En faisant de l'insécurité un thème prioritaire de sa campagne, la droite municipale contribue elle aussi à constituer le quartier de La Biscuiterie en enjeu déterminant de la compétition électorale. Il s'agit tout autant de ne pas abandonner ce thème au Front national²¹ que de développer un registre susceptible de la différencier de ses concurrents de gauche – dans un contexte où, à Torsy comme ailleurs, les différences sont ténues entre des programmes centrés sur la nécessité du développement local, l'amélioration du cadre de vie ou le devoir de solidarité envers les populations. La dénonciation est ainsi fréquente et largement médiatisée des « zones de non-droit » et des mesures choc sont avancées, notamment munir les policiers municipaux de pistolets Taser. Une commission est créée à l'initiative de la liste dirigée par André Fournier, dont les conclusions rendues publiques alertent du danger que font courir « les réseaux de proxénétisme », les « dealers de stupéfiants que l'on retrouve devant les écoles, et dans les halls des Tours de La Biscuiterie », des « gens du voyage [qui] font régner leur propre loi » sur les quais du fleuve qui traverse la ville où leur installation est « tolérée », « la bande de racailles qui traîne en bas de la rue piétonne ». Si les dangers recensés de la sorte ne sont pas circonscrits à la seule Biscuiterie, il ne fait guère de doute qu'ils y sont associés, le quartier étant régulièrement cité, à côté du centre de la vieille ville et de la zone de la gare, parmi les « endroits "chauds" de la ville » où « renforcer les patrouilles de police » et « lutter contre les réseaux illicites ».

Lors de certains entretiens, la stigmatisation se fait plus directe et s'élargit de la question de la délinquance à celle des abus de « l'assistantat », comme dans celui avec un ancien candidat d'une

²¹La liste du Front national, dirigée par un haut fonctionnaire de l'éducation nationale à la retraite qui n'habite pas la commune, recueille 12,5 % des suffrages exprimés au premier tour des élections municipales de 2014 et 8 % au second.

liste de droite au début des années 2000, qui s'élève contre « la prolifération des personnes qui viennent vivre des aides » et qui, après avoir mentionné la division de la droite et la présence du Front national pour expliquer « le succès de l'équipe Bonin », poursuit : « La troisième raison que je vois, c'est le soin qui a été apporté par Bonin et son équipe de se constituer... de renforcer son électorat de base [...]. Je n'ai aucun problème avec la couleur de peau. Par contre, j'ai un problème avec les gens qui viennent, sans travail, avec six gosses, vivre sur les allocs – qu'ils soient Français ou qu'ils soient d'origine étrangère. C'est un phénomène récent, depuis que la gauche est là [...]. La gauche en profite parce que c'est un phénomène général ; mais, cela dit, tous les efforts qui sont clamés sur La Biscuiterie, etc., tout ce qui est facilité par l'équipe Bonin, ça rapporte des électeurs ».

L'évocation de la Biscuiterie devient un enjeu à partir duquel le débat municipal se polarise. Il est pour la droite un instrument polémique à l'encontre d'adversaires accusés d'orienter l'action publique en faveur de leurs clientèles électorales et un support à peine masqué de discours radicalisés hostiles aux « délinquants » et aux « assistés »²² ; pour la gauche, un moyen de réaffirmer la dimension sociale de son projet tout en faisant valoir ses capacités à répondre aux problèmes concrets de la commune par son dynamisme et ses compétences gestionnaires – c'est-à-dire, pour le dire dans les termes d'un des adjoints de la municipalité actuelle, de « décliner ses idéaux avec l'action locale », de relier celle-ci à des « valeurs ». La volonté de remédier aux fractures territoriales et sociales face auxquelles l'ancienne municipalité de droite aurait été longtemps aveugle ou indifférente s'impose alors comme un registre primordial de légitimation pour la gauche locale. L'objectif rencontre celui des dispositifs publics d'aide au développement territorial instaurés à Torsy d'abord à la suite du départ en 2008, dans le cadre de la refonte de la carte militaire, d'un régiment de l'armée de terre basé dans la commune depuis 1950 (lequel provoque la perte de plus de 400 emplois directs) puis, six ans plus tard, de l'inscription de La Biscuiterie dans la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Alors que l'annonce du départ du régiment est localement reçue comme un drame, l'équipe municipale s'efforce de tirer parti des impacts successifs de la réorganisation des services publics, dont ce départ n'est qu'un avatar (cf. Encadré 1). La rénovation de l'ancienne caserne (acquise par la ville pour un euro symbolique) constitue ainsi, selon les propres termes du maire, une « opportunité » pour l'action municipale puisqu'elle devrait permettre de réduire la fracture entre la vieille ville et les quartiers d'extension à l'est de la commune (que les bâtiments militaires ont longtemps séparés). Les programmes de revalorisation des zones urbaines en difficulté permettent d'agir sur les fractures territoriales et sociales qui traversent le territoire et de « réengager la justice sociale dans les quartiers ». Dans un discours de campagne, Louis Bonin annonce : « C'est l'heure du renouvellement urbain attendu depuis des décennies... Le temps est venu, grâce aux aides du ministère de la Ville et des aides européennes, de restructurer le quartier : programmer la démolition des tours et des barres, reconstruction des quartiers de petits immeubles à échelle humaine en s'inspirant des "cités jardins" du début du 20^e siècle ».

Les dispositifs d'action publique qui viennent d'être évoqués sont particulièrement ajustés aux modalités de l'implantation territoriale de la gauche locale, aux formes qu'a pris au cours du temps le recrutement de ses membres et aux répertoires de légitimation qu'elle privilégie. La présence en son sein de relais dans les quartiers, à travers l'activité associative et le travail social mais aussi par l'insertion dans ses rangs de personnes issus des mondes populaires, le rôle de formation aux activités publiques et d'incitation à l'engagement collectif qu'elle a pu jouer en direction d'individus issus des métiers intermédiaires de l'activité socio-culturelle ou de professionnels « experts », les accommodements qui se sont effectués en son sein entre les aspirations en valeur et les contraintes pratiques de l'action politique, lui ont permis de se saisir de ces dispositifs et de contribuer à leur mise en œuvre. La capacité à mobiliser ces dispositifs

²²On retrouve ce type de discours dans plusieurs contextes de radicalisation « droitrière », tel celui du quartier pavillonnaire d'une commune de la banlieue parisienne étudié par M. Cartier *et al.*, 2008, p. 257-262.

provient autant de l'implantation ancienne des réseaux de sociabilité de gauche au sein des quartiers visés que de la semi-professionnalisation politique et de la valorisation des compétences techniques qui accompagnent le renouveau du Parti socialiste local. Néanmoins, alors que ces réseaux d'interconnaissance anciens sont progressivement marginalisés au sein de l'équipe municipale renouvelée, la mobilisation de ces dispositifs ressortit également d'une nécessité face à un double risque. D'une part, le risque de voir s'affaiblir les liens de l'équipe avec les territoires historiques de la gauche locale : il s'agit alors de « re-politiser » ces territoires par le biais d'un autre registre du politique, plus en phase avec la semi-professionnalisation et la technicisation des profils – l'action publique vient alors remplacer le registre festif et associatif qui avait fait la réputation de l'ancienne gauche d'opposition. D'autre part, le risque, inverse, d'une assimilation symbolique excessive de la gauche municipale aux quartiers ciblés, assimilation que la droite et l'extrême-droite exploitent sans réserve. C'est ainsi que la nouvelle équipe se trouve contrainte d'intensifier la mobilisation de ces dispositifs de manière à démontrer qu'ils sont sources d'une « redynamisation » de la ville dans son ensemble. La politisation du territoire, à l'intersection entre ancrage de liens politiques personnalisés et territorialisation de l'action publique, apparaît donc comme une ressource ambivalente dans la compétition électorale.

